



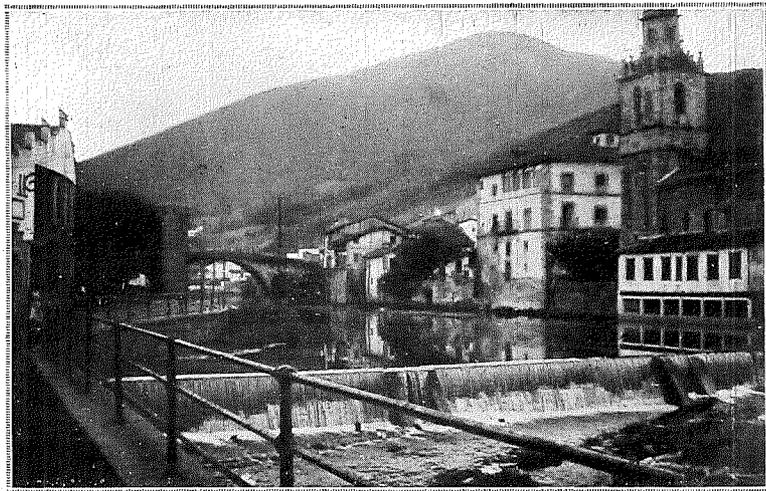
Le carrosse du roi se rendant au parlement passe sous l'arc de triomphe dressé pour son avènement.



La cérémonie d'investiture devant le parlement au cours de laquelle le roi Farouk prêta serment à la constitution.

L'AVÈNEMENT DE FAROUK I<sup>er</sup>, ROI D'ÉGYPTE

*Photographies Keystone.*



Le dernier village basque occupé par les nationalistes lors de l'avance sur Santander.



A 4 kilomètres de Brunete, convoi de troupes montant en ligne pour l'attaque.

### LA GUERRE ESPAGNOLE

Après la prise de Bilbao et l'occupation partielle de la Biscaye, deux partis semblaient s'offrir au général Franco. L'un était de continuer avec la même ampleur son action contre les Basques, en s'assignant comme objectif la prise de Santander et la réduction totale du front nord. Mais Santander est entouré d'une ceinture défensive presque aussi inexpugnable que celle de Bilbao et l'effort à dépenser n'aurait pas été moindre. Un autre parti consistait à laisser se stabiliser quelque peu le front de Biscaye et à transporter en un autre secteur les troupes devenues disponibles. C'est ce que le général Franco a fait. Pour exercer sa nouvelle pression, il a choisi le front d'Aragon, la région de Teruel, particulièrement intéressante du fait qu'une percée, si elle pouvait être réalisée, mettrait en péril la liaison entre Valence et la Catalogne.

Mais il a fallu parer, d'abord, à l'offensive très vigoureuse dont les gouvernements, depuis le 6 juillet, avaient pris l'initiative à l'ouest de Madrid. Les nationalistes ont commencé par céder du terrain, perdant même la localité de Brunete. Toutefois, à partir du 20 juillet environ, ils ont contre-attaqué à leur tour, repris Brunete le 24 et annihilé ou à peu près tous les avantages que leurs adversaires avaient obtenus. Mais ces journées de combats sanglants ont coûté très cher aux gouvernements qui y ont usé leurs meilleures troupes pour un résultat négatif.

Une fois la situation rétablie dans la sierra madrilène, les nationalistes ont concentré leur action en Aragon et, depuis le 25 juillet, ils ont effectué une progression qui, à la date du 1<sup>er</sup> août, était déjà de 70 kilomètres en profondeur, occupant une partie du massif montagneux à l'ouest de Teruel.

A Londres, la situation diplomatique est demeurée aussi incertaine. Le compromis britannique, adopté le 16 juillet comme « base de discussion », avait été, on le sait, communiqué aux puissances le 27 et on leur avait demandé de faire tenir leurs réponses avant le 30, ce qu'elles ont fait. Mais, à la réunion qu'il a tenue ce jour-là, le sous-comité de non-intervention s'est trouvé en présence d'une difficulté nouvelle, suscitée surtout par l'intransigeance de la Russie soviétique qui s'opposait absolument à ce que l'octroi de la belligérance au général Franco fût même envisagé tant que le retrait des volontaires n'aurait pas été accompli. Le sous-comité n'a pu que s'ajourner à la semaine suivante, ce délai devant être employé à obtenir de la Russie une attitude plus conciliante.

### LES COMBATS DU HOPEI

Si les événements dont la province chinoise du Hopei est le théâtre se passaient en une autre partie du monde, on pourrait dire qu'une nouvelle guerre est née. Mais, en Extrême-Orient, il convient d'apprécier les choses sous un autre angle : des rencontres sanglantes ont lieu, on bombarde des villes, des armées sont mobilisées, mais les conversations n'en continuent pas moins entre les adversaires et les relations diplomatiques elles-mêmes ne sont pas rompues.

Pour comprendre quelque chose à cet imbroglio, il est nécessaire d'avoir présent à l'esprit que, depuis novembre 1935, les deux provinces du Tchahar et du Hopei, c'est-à-dire la région de Pékin, dont les tendances autonomistes étaient encouragées par le Japon, avaient constitué un comité politique virtuellement indépendant du gouvernement central de Nankin

et qui, jusqu'à ces derniers temps, avait à sa tête le général Sung Che Yuan. Nankin avait laissé faire — il était impossible d'agir autrement — tout en maintenant en principe ses droits sur les provinces en question. Les relations de Sung Che Yuan avec les Japonais étaient assez bonnes et la XXIX<sup>e</sup> armée chinoise, qui dépendait de lui, était seule autorisée par Tokio, à la suite de l'accord Umezu de juillet 1935, à tenir garnison dans le Hopei, que la trêve de Tang Kou, du 31 mai 1933, avait démilitarisé.

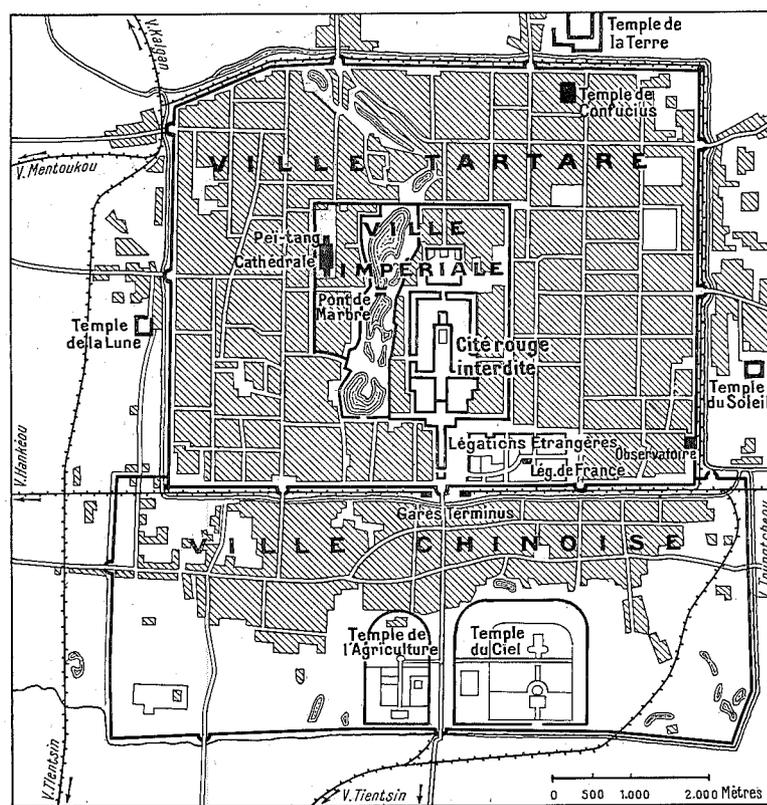
Malgré cela, le 7-8 juillet, se produisait à Lioukouchiao l'incident que notre dernier numéro a rapporté. Cependant, le 11, était conclu à Tientsin un arrangement entre les chefs militaires des deux partis, qui semblait devoir liquider le malentendu. Mais Sung Che Yuan, pour des raisons inconnues, ne remplit pas les clauses qu'il avait acceptées. Les Japonais protestèrent, envoyèrent ultimatum sur ultimatum et, finalement, passèrent à l'offensive. Le 28 juillet, ils soumettaient Tientsin à un bombardement très meurtrier et, le lendemain, ils pénétraient à Pékin, que les détachements de la XXIX<sup>e</sup> armée avaient évacuée. Leur premier soin était d'y installer un nouveau comité politique du Hopei-Tchahar, avec des généraux chinois à leur dévotion, dont Chang Tsé Chung, l'ancien maire de Tientsin. Le 30 juillet, Tientsin, à son tour, était occupé.

Dans le même temps, le gouvernement de Nankin réagissait violemment, non seulement par des proclamations belliqueuses, mais par des envois massifs de troupes qui ont d'ores et déjà pénétré sur le territoire du Hopei, en dépit des accords sino-japonais de 1933 et 1935. Jusqu'à présent, néanmoins, aucune rencontre n'a encore eu lieu entre les Japonais et l'armée de Nankin, et des négociations sont menées par la voie diplomatique pour arrêter les hostilités. Elles ont peu de chances d'aboutir, car les Japonais paraissent fermement décidés à ce que la Chine du Nord devienne complètement autonome, tandis que Chang Kai Chek prétend, au contraire, rétablir sur tout l'empire la souveraineté effective de Nankin. Si les combats restaient limités à la XXIX<sup>e</sup> armée et aux Japonais, ils ne sauraient prendre beaucoup de développement ni durer longtemps, car les Japonais ont une supériorité manifeste. Mais, si les armées de Nankin entrent en jeu, l'équilibre des forces se rétablira et c'est une campagne en règle qui commencerait. Le Japon semble s'y préparer, par des envois de troupes comme par les crédits considérables qui ont déjà été affectés aux opérations.

Les engagements entre Chinois et Japonais qui ont eu lieu lors de l'occupation de Tientsin ont, par ailleurs, provoqué un incident avec un détachement français qui stationnait à la gare de Tientsin en vertu du protocole de 1901 sur la défense des concessions étrangères. Les Français avaient reçu l'ordre du corps consulaire d'interdire aux Japonais de traverser le pont international pour attaquer les milices chinoises. Les Japonais voulurent passer outre en usant de violence. Un sergent français a été grièvement blessé et un soldat fut légèrement atteint.



La province chinoise du Hopei, théâtre des opérations.



La ville impériale de Pékin.

Ce plan est orienté ici dans le sens inverse de la photographie ci-après.